



Institut Veblen pour les réformes économiques

COVID-19 ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Le travail à l'épreuve du Covid19

Entretien avec Dominique Méda*

27 MAI 2020

La pandémie de Covid-19 et le ralentissement brutal de l'économie mondiale frappent des sociétés déjà fragilisées par l'urgence écologique et la crise sociale. Si elles n'ont pas la même nature et la même temporalité, ces trois crises sanitaire, environnementale et sociale sont profondément imbriquées l'une dans l'autre. De nombreux experts font le lien entre la perte de la biodiversité et l'apparition de nouvelles épidémies et rappellent que les risques sanitaires devraient s'accroître avec le dérèglement climatique. Les populations les plus vulnérables payent un lourd tribut et se trouvent les plus exposées à la pandémie. Ces crises nécessitent ainsi des réponses articulées et cohérentes.

Dans ce dossier, nous proposons quatre entretiens pour analyser les premières réponses données mais aussi pour alimenter le débat sur comment aller plus loin. Car, au sortir du confinement, il faudra accélérer la transition écologique au lieu de vouloir retourner au modèle économique d'hier. Dominique Méda et Michaël Zemmour évoquent comment protéger les travailleurs et renforcer notre modèle de protection sociale. Jézabel Coupey-Soubeyran, Laurence Scialom et Baptiste Bridonneau reviennent sur le rôle de la politique monétaire et de la régulation financière pour gérer le coût de la crise tout en orientant les flux financiers dans le sens souhaitable.

Dans cet entretien, Dominique Méda aborde la question de la protection des travailleurs pendant la crise du Covid19. Elle montre combien cette question ne peut être dissociée d'un débat plus large sur le sens, la valeur et l'organisation du travail dans nos sociétés.

* Dominique Méda est professeure de sociologie, directrice de l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales, Université Paris Dauphine. DM est notamment l'auteur de *La Mystique de la croissance. Comment s'en libérer* (Champs-Flammarion). Dernier ouvrage paru : avec Eric Heyer et Pascal Lokiec, *Une autre voie est possible*, Flammarion.

Nos publications récentes

NOTES & ÉTUDES

[Protection sociale : quelles nouvelles solidarités face à la crise ?](#) Mai 2020, Michaël Zemmour

[Quels instruments monétaires et financiers face à la crise du Covid-19 ?](#) Mai 2020, Jézabel Couppey-Soubeyran

[De la monnaie hélicoptère pour affronter la crise sanitaire](#), avril 2020, Anastasia Melachrinou & Jézabel Couppey-Soubeyran

[De la monnaie hélicoptère pour affronter la crise sanitaire](#), avril 2020, Anastasia Melachrinou & Jézabel Couppey-Soubeyran

[Réussir le « Green Deal » : un programme social-écologique pour sortir l'Europe de la crise](#), mars 2020, par Wojtek Kalinowski, Julien Hallak & Mathilde Dupré

[Un « drone monétaire » pour remettre la politique monétaire au service de tous](#), janvier 2020, sous la direction de Jézabel Couppey-Soubeyran, avec Emmanuel Carré, Thomas Lebrun & Thomas Renault

[Un accord perdant-perdant. Analyse préliminaire de l'accord de commerce entre l'UE et le Mercosur](#), novembre 2019, par Mathilde Dupré

[« Libra : risques de fragmentation monétaire et comment y répondre »](#), octobre 2019, par Nicolas Dufrêne

[Mettre le commerce au service de la transition écologique et sociale](#), octobre 2019, par Mathilde Dupré & Samuel Leré

LIVRES

[Pour une écologie numérique](#), par Eric Vidalenc, Les Petits Matins/Institut Veblen, 2019.

[Devoir de vigilance. Une victoire contre l'impunité des multinationales](#), par Olivier Petitjean, ECLM, octobre 2019.

LE TRAVAIL À L'ÉPREUVE DU COVID19

ENTRETIEN AVEC DOMINIQUE MEDA

27 MAI 2020

Association à but non lucratif, l'Institut Veblen promeut les idées économiques et les politiques publiques qui font avancer la transition écologique. À travers nos publications et nos actions nous œuvrons pour une économie plus juste et respectueuse des limites physiques de la planète.

www.veblen-institute.org

Nous sommes soutenus dans notre mission par la Fondation Charles-Léopold Mayer.



Les mesures de gestion de la crise sanitaire et de protection des salariés et des autres travailleurs sont-elles cohérentes, bien proportionnées et suffisamment ciblées ?

Globalement oui, ces dispositifs ont été massifs et ont joué un rôle efficace dans la protection d'une grande partie de la population, les évaluations le montrent, mais subsistaient deux problèmes majeurs avant l'annonce de la suspension de ce dispositif qui constitue en soi un énorme problème.

D'une part, les mesures de protection sociale comme le chômage partiel n'ont pas permis de couvrir tous les travailleurs. On peut penser notamment aux auto-entrepreneurs, comme les livreurs travaillant avec des plate-formes, qui ont de très bas revenus et ne déclarent certainement pas tout, qui ne bénéficient pas d'une protection sociale adéquate et se sont trouvés dans l'obligation de continuer à travailler pendant le confinement. Rappelons qu'ils n'ont même pas accès à l'indemnisation chômage. C'est malheureusement aussi le cas de tous les travailleur.e.s non déclaré.e.s (notamment un certain nombre de ceux qui travaillent au dans les services aux personnes). La Fondation de Dublin estime qu'ils représentent près de 10% des actifs en emploi en Europe. D'autres, au contraire, ont été mis dans l'impossibilité de travailler sans remplacement suffisant du revenu, comme les travailleurs non déclarés, dans l'hôtellerie et la restauration notamment, les saisonniers ou les intérimaires.

D'autre part, la sortie du confinement n'est pas suffisamment concertée et progressive pour garantir de bonnes conditions pour tout le monde. On s'est simplement dit que « cela ne pouvait plus durer ». De plus, dans un contexte sanitaire encore difficile, l'interruption trop brutale des mesures de chômage partiel pourrait s'avérer dramatique. Tout cela amène à dire que le mode de reprise est, il faut le dire, profondément inégalitaire.

Parmi les mesures actuelles de plan de soutien ou de sauvegarde de l'économie, quelles sont celles qui constituent des régressions sociales ?

Je dois avouer que je n'ai absolument pas compris la nécessité des dérogations au droit du travail figurant dans la loi d'urgence sanitaire notamment le fait « de permettre à tout employeur d'imposer ou de modifier unilatéralement les dates des jours de réduction du temps de travail, des jours de repos prévus par les conventions de forfait et des jours de repos affectés sur le compte épargne temps du salarié, en dérogeant aux délais de prévenance » ou « de permettre aux entreprises de secteurs particulièrement nécessaires à la sécurité de la Nation ou à la continuité de la vie économique et sociale de déroger aux règles d'ordre public et aux stipulations conventionnelles relatives à la durée du travail, au repos hebdomadaire et au repos dominical » et surtout de modifier les modalités d'information et de consultation des instances représentatives du personnel. Évidemment, pour les services absolument essentiels cela peut se comprendre mais après tout on pourrait aussi en profiter pour recruter si vraiment les besoins sont aussi pressants. Par ailleurs, il faudra certes de la souplesse lorsque l'activité reprendra mais nous aurons absolument besoin que tout cela se fasse solidairement, je dirais presque en bonne entente et bonne intelligence entre employeurs et salariés. Les salariés ont fait montre de leur bonne volonté jusqu'à maintenant

et on ne voit pas pourquoi il faudrait prévoir toutes une série de mesures quasi punitives. J'espère que les efforts ne vont pas une fois de plus être supportés par les seuls salariés. Dans tous les cas, rien ne devrait pouvoir se faire en cette matière sans dialogue social. Je me permets de renvoyer à la tribune que nous avons publié avec 7 autres chercheuses le 16 mai dernier dans 40 quotidiens nationaux, signée par plus de 5000 chercheurs dans le monde sur la démocratisation du travail¹. Nous rappelons que les travailleurs ne sont pas des ressources, ne peuvent pas être traitées comme des marchandises (comme l'indiquait déjà la Déclaration de Philadelphie) et que la crise nous a montré que l'économie ne pouvait pas fonctionner sans eux : il est donc temps de leur donner un pouvoir égal sur les grandes décisions de l'entreprise, dont ils sont une partie constituante.

Quelles sont les mesures qu'il faudrait mettre en œuvre pour ne pas faire payer une double peine aux salariés les plus fragiles ?

Déjà, il faut le redire, la crise a plongé certaines catégories dans une précarité extrême. Rendre notre système social plus protecteur est une priorité. Pour les bas salaires, il aurait fallu prévoir une pérennisation et une augmentation du niveau d'indemnisation versé par le régime de chômage partiel, de manière à ce que les salariés conservent la totalité de leurs revenus. Il aurait également fallu prendre en compte les intérimaires et les saisonniers dont beaucoup ne sont pas indemnisés notamment parce qu'une partie de la récente réforme de l'assurance chômage est toujours en vigueur. Pour les entreprises dont l'activité est arrêtée, il aurait fallu également interdire les ruptures de contrat pour les plus précaires ainsi que les ruptures anticipées des contrats des salariés en période d'essai ou en CDD.

Mais plus généralement il faudra réfléchir à la béance entre l'échelle du prestige social, de la reconnaissance, des salaires, d'une part, et celle de l'utilité sociale, d'autre part. Je suis frappée par la redécouverte dans le débat public de la valeur du travail des métiers de nombreux métiers jusque-là dévalorisés. Je pense aux soignants et plus généralement aux métiers dits du *care* (les aides-soignantes, aide à domicile, assistantes maternelles, infirmières...), aux métiers de la vente (caissières, rangeurs et rangeuses de rayon) et à tous les métiers qui participent à la production de notre alimentation et de la satisfaction de nos besoins vitaux. Il y a une immense inégalité de classe entre ceux qui sont obligés d'aller au front et de prendre des risques pour des raisons de mobilisation ou parce qu'ils n'osent pas exercer leur droit de retrait et ceux qui peuvent travailler sans aller au contact.

On voit d'ailleurs que ce sont les femmes qui occupent principalement ces professions, et qui sont donc en première ligne. Ce sont elles qui forment les gros bataillons des métiers du *care* et de la vente. Et comme par hasard ce sont aussi ces métiers qui sont les moins bien rémunérés. D'une part, parce qu'elles travaillent souvent à temps partiel et d'autre part, parce que, comme l'ont bien montré les travaux de plusieurs chercheuses², il y a une forme de naturalisation des compétences des femmes qui pousse à leur sous rémunération. Prendre soin, cela ferait partie de leur nature. Elles sauraient naturellement changer les couches, faire la toilette, soigner, faire des sourires. De plus, d'autres formes d'inégalités touchent les occupant.e.s de ces métiers, qui appartiennent souvent aux classes populaires par exemple.

¹ Collectif, « Il faut démocratiser l'entreprise pour dépolluer la planète », 15 mai 2020, [Le Monde](#)

² Collectif, « Coronavirus : Il faut « revaloriser les emplois et carrières à prédominance féminine », 18 avril 2020, [Le Monde](#)

Une étude américaine donne notamment un profil assez complet des personnes qui travaillent dans les « industries en première ligne », et révèle la surreprésentation des femmes, des gens de couleur et des bas salaires³. Au Royaume-Uni, l'Office for National Statistics (ONS) a montré à partir d'une exploitation des décès du Coronavirus ([« Coronavirus \(Covid-19\) Roundup »](#)) qu'une surmortalité forte était constatée pour ceux qu'elle qualifie de travailleurs essentiels, les « keyworkers », des employé.e.s du service à la personne aux chauffeurs de taxi, et a montré l'importance du contexte socio-économique comme variable explicative. En France, les constats de surmortalité en Seine Saint-Denis vont dans le même sens et indiquent qu'un statut précaire, de mauvaises conditions de travail et de vie, le fait d'être obligé de prendre les transports favorisent grandement la vulnérabilité face au virus.

Face à ce constat, la priorité est d'investir dans la qualité de l'emploi. Pour revaloriser les métiers du *care*, les constats et les propositions existent depuis longtemps. Par exemple, pour les métiers du grand âge, le rapport de Dominique Libault ([« Concertation grand âge et autonomie », mars 2019](#)) donne un état des lieux précis de la mauvaise qualité des conditions de travail et des bas salaires de ces professions, et dresse tout un ensemble de propositions. En ce qui concerne le personnel hospitalier, il suffit de prêter attention à leurs mobilisations qui ne discontinuent pas depuis plusieurs années. Tous ces métiers sont plus exposés que les autres à de mauvaises conditions de travail comme le montrent de façon très claire les enquêtes Conditions de travail de la DARES⁴, ils peinent à recruter alors que les besoins de main-d'œuvre vont croissant, *a fortiori* avec le vieillissement de la population. Il est temps d'assumer un véritable investissement dans notre système de santé et dans l'accueil des personnes âgées en perte d'autonomie, sous la forme d'un cinquième risque au sein de la Sécurité sociale, plusieurs fois annoncé. Un autre volet est celui des travailleurs des plateformes, prétendument indépendants, que j'ai déjà évoqué. Il y a un vrai risque de pérennisation d'emplois dangereux, précaires et faiseurs de travailleurs pauvres. Ce n'est souhaitable ni économiquement, ni socialement, et le Covid19 montre qu'il y a urgence à mieux encadrer leur activité. [Une proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques](#) qui va bientôt être débattue au Sénat contient des éléments intéressants, notamment l'assimilation de ces travailleurs à des salariés.

Plus largement, il faudra augmenter les salaires de toutes ces professions, dans le public et le privé, même si évidemment on nous redira peut-être qu'il n'y a pas d'argent magique, que le déficit budgétaire est trop important et que les entreprises n'ont pas de marge de manœuvre. Pour lutter contre les inégalités, il faudra également absolument limiter les rémunérations exorbitantes⁵, remettre en place un ISF et concevoir de nouvelles tranches d'impôt sur le revenu.

Sauvegarde du PIB, arbitrage risque-coût du confinement, bras de fer avec le BTP, absence de dialogue social... Autour de quels

³ « A Basic Demographic Profile of Workers in Frontline Industries », Hye Jin Rho, Hayley Brown, Shawn Fremstad, Center for Economic and Policy Research, 7 avril 2020

⁴ « Les conditions de travail des salariés dans le secteur privé et la fonction publique », Thomas Coutrot & Emma Davie, Dares analyse n°102, décembre 2014

⁵ Une proposition de loi vient d'être déposée pour limiter l'écart des revenus de 1 à 12 par le député Dominique Pottier

objectifs et quels indicateurs de pilotage les réponses du gouvernement devraient-elles s'articuler ?

On doit faire passer la santé des personnes avant tout et garantir des conditions de travail qui respectent les règles sanitaires de prévention pour les personnes en activité, et ce aussi longtemps que nécessaire. Le déconfinement progressif ne doit pas nous faire oublier l'urgence à adopter de telles mesures, on ne peut pas faire comme si la pandémie s'était stoppée le 11 mai. C'est là que l'on voit combien l'abandon dans lequel notre système de santé publique a été laissé et la faiblesse des moyens consacrés à la prévention et l'anticipation des risques est coûteux ! Quant au PIB, il faut qu'on arrête d'être obsédés par sa chute. Certes la contrepartie du PIB ce sont des revenus mais n'oublions pas que le PIB est un indicateur qui ne donne qu'une image limitée de la richesse d'une société et présente d'immenses défauts. Il faut absolument que nous comprenions cela aujourd'hui, que dans « la croissance » (du PIB) il y a énormément de choses toxiques, c'est-à-dire de choses qui ont l'air d'accroître notre richesse mais qui ne devraient donc pas être comptées comme richesse, qui viennent en quelque sorte gonfler artificiellement notre « indicateur de richesse ». Je rappelle aussi que moi-même et mes collègues avons montré combien le PIB était incapable, par construction, de jouer le rôle d'alerte parce que c'est un indicateur de flux et non de stock. Il compte pour zéro des activités déterminantes pour la reproduction de la société (par exemple toute l'activité domestique qui représente au moins 35% du PIB) et il ne dit rien sur l'évolution des patrimoines essentiels mobilisés pour fabriquer la production, le patrimoine naturel et le « patrimoine social ». **Il faut que nous soyons obsédés par la question du revenu notamment de ceux qui n'ont plus rien aujourd'hui, par la question de la satisfaction des besoins sociaux et par l'emploi mais pas par le PIB. Nous devons au contraire relativiser l'usage du PIB et imaginer une société post-PIB, post-croissance.**

Cette question des activités essentielles et la définition de besoins sociaux à assurer au-delà du seul impératif d'accroissement, ou de conservation du PIB, touche directement la question de la réévaluation de l'utilité sociale des métiers. Une des définitions du PIB est justement la somme des « valeurs ajoutées », et force est de constater que certaines activités « toxiques » sont sur-valorisées, là où d'autres le sont trop peu. Le confinement a bien révélé combien la mise à l'arrêt de près d'un tiers de l'activité n'a pas posé de problèmes autres que purement économiques tant que les métiers du *care* sont assurés. Je veux dire que nous avons pu survivre. Ce constat rejoint celui soulevé par David Graeber dans son livre « *Bullshit jobs* » et mérite une réflexion sérieuse. Pour revenir à la question de leur sous-évaluation, il faut bien comprendre que ce n'est pas fortuit. Si les explications sont nombreuses, ce n'est en tout cas pas une simple question de préférences individuelles ou de « défaillances de marché », concepts chers à de nombreux économistes. On voit bien que la valeur d'un métier est avant tout une norme sociale et est déterminée par des rapports de force, lorsque qu'on s'intéresse à *qui* occupe ces métiers : principalement des femmes (aides-soignantes, infirmières) et des classes populaires (éboueurs, personnels des commerces alimentaires). On parle d'ailleurs bien de « hiérarchie des salaires », car cela recoupe des hiérarchies sociales.

De façon plus générale, la crise sanitaire a affecté notre *expérience du travail*, autant individuelle que collective, que ce soit par l'expérience du confinement et du télétravail pour certain.e.s que la reprise des transports et de l'activité sur site en situation de pandémie pour d'autres. Je trouve intéressant de voir pendant le confinement que des millions de personnes

se sont rendu compte du rôle structurant du travail dans leur vie. Il structure le temps et donne du lien social, ce dont beaucoup de gens sont actuellement privés. De nombreux.ses salarié.e.s ont aussi fait l'expérience d'un autre rapport au temps et à l'espace via le télétravail, et surtout un autre rapport à la hiérarchie et au *sens* qu'ils attribuent à leur activité. Cette dernière question est particulièrement impérieuse lorsque la réouverture d'un site implique une mise en danger, sujet tout à fait incarné dans l'affaire avec Amazon ou plusieurs fast-foods. De cette introspection peut naître un désir de transformation fort et, combiné aux impératifs de transformation de notre modèle productif, faire évoluer les demandes sociales bien au-delà des seules questions de pouvoir d'achat, comme on tente souvent de les cantonner. Attention toutefois à ne pas tomber dans l'angélisme, car cette situation sera conflictuelle. En effet, cette prise de conscience a toutes les chances de se heurter aux règles du jeu actuelles : orthodoxie budgétaire, impératif de valorisation du capital et « tout-croissance », dégradation des conditions de travail et de la démocratie économique.

On a pu beaucoup voir dans le débat public l'expression « monde d'après ». Quelles questions le confinement et la crise sanitaire soulèvent-elles sur la dimension sociale de notre modèle productif ?

La crise a été une occasion très violente de prise de consciences des fractures sociales à l'œuvre dans nos sociétés, car les oubliés de la crise sont généralement les oubliés tout court.

Plus largement, la crise sanitaire est un coup de semonce qui met en évidence les immenses fragilités et les dysfonctionnements de nos sociétés. La crise écologique à laquelle nous sommes et serons confrontés sera bien pire, elle détruira nos capacités de production, nos réseaux de télécommunication et d'énergie : il faut tout faire pour ralentir son irruption donc engager le plus rapidement possible notre société dans ce que j'appelle la reconversion écologique⁶. Il nous faut rebâtir toute notre économie, mettre un terme à la division internationale du travail actuelle, relocaliser nos productions, rendre nos territoires les plus auto-suffisants possible, consentir un investissement massif pour organiser la transition (rénovation thermique des bâtiments, infrastructures...) et adopter des pratiques de sobriété en instaurant, par exemple, des quotas d'émission de CO2 par personne et en développant des filières de productions de biens et services durables. Le défi de relocalisation des activités dans un contexte de reconversion écologique imposera la remise en route de nouvelles filières, de production, de réparation, de recyclage. Elle devrait constituer une opportunité massive d'emplois. Dans une forme d'antithèse à la théorie du déversement d'Alfred Sauvy, de nouveaux emplois pourraient être créés dans des secteurs hier supprimés : plus d'emplois dans l'agriculture et dans le secteur secondaire et de nouvelles organisations du travail. Ce grand défi que représente la transition écologique et sociale est une formidable opportunité pour entraîner notamment les classes populaires dont les emplois sont trop souvent privés de sens. Hier, elles subissaient de plein fouet les fermetures d'usines. Leur donner une

⁶ J'ai proposé d'utiliser ce terme pour montrer la profondeur des changements que nous devons engager dès 2010 au moment où je suis devenue titulaire de la Chaire du collège d'études mondiales (FMSH) que j'ai intitulée « Reconversion écologique, travail, emploi, politiques sociales ». J'ai explicité longuement les raisons du choix de ce terme dans *La Mystique de la croissance. Comment s'en libérer*. Je suis heureuse qu'il soit en train de devenir d'usage commun.

perspective d'emploi stable et rémunéré à sa juste valeur, qualifié et valorisé, c'est les aider à sortir du dilemme "fin du monde versus fin du mois".

Propos recueillis le 27 mai 2020